

Je réagis à la contribution de la camarade Catherine Mills : Pour un projet communiste.  
([https://assets.nationbuilder.com/pcf/pages/39078/attachments/original/1774446192/24022026\\_Catherine\\_MILLS.pdf?1774446192](https://assets.nationbuilder.com/pcf/pages/39078/attachments/original/1774446192/24022026_Catherine_MILLS.pdf?1774446192))

Gilles Mercier – Section de Fontenay aux Roses – Fédération des Hauts-de-France

Pour C Mills la conquête du pouvoir central comme moyen de transformation de la société, est à oublier. Son argumentation reprend point pour celle de l'article d'Eveline Ternant « Quelle planification pour le dépassement du capitalisme ? » paru dans le mars-avril 2025 d'Économie et Politique. Il s'agit donc la position du Secteur Économie et Politique. Pour justifier ce point de vue sont avancés comme arguments

- 1-L'Échec du système de planification centralisée de l'URSS
- 2-Le bilan des nationalisations de 1981
- 3-Les régulations nationales sont impuissantes face à la globalisation du capitalisme financier

**1-On ne peut pas sérieusement s'en tenir à l'hypercentralisation du pouvoir économique comme explication de l'effondrement de l'URSS. En Russie, le capitalisme n'était pas le mode de production dominant. L'État Russe était un état semi-féodal, le servage n'avait été aboli qu'en 1861 ! La Révolution d'octobre fit passer l'empire d'un mode de production semi féodal à une mode de production socialiste sans passer par le mode de production capitaliste. Si le capitalisme se développait en Russie, il n'était pas le mode de production dominant. On ne viole pas l'Histoire, contrairement à la vision de Staline cet anti-léniniste !**

**2-Les entreprises nationalisées ont été gérées avec les mêmes critères que les entreprises privées. La nationalisation est un prérequis. Ce sont les luttes des salariés avec leur contenu qui sont déterminantes. Or, le Programme Commun de Gouvernement (PCG) avait chloroformé le mouvement de lutte en créant l'illusion que l'accord du PCF et du PS réglait les problèmes économiques. Il suffisait de porter les forces politiques signataires du PCG au pouvoir pour que la société change. Le PCF avait contribué à créer cette illusion en pensant qu'en amenant le PS à signer le PCG, ce dernier serait contraint de respecter ses engagements par l'essor du mouvement de lutte. Or dès la signature du PCG le rapport de forces électoral s'est modifié en faveur du PS. Il était plus efficace de voter PS pour amener le PCG au pouvoir ce qui a affaibli le courant de lutte au profit d'une démarche délégataire. Après 1981, le capital a bien entendu trouvé une oreille attentive auprès du PS. Trois ans après ce fut la rigueur comme la pause de 1937. Je rappelle que le PS avait voulu limiter au maximum les nationalisations et avait refusé de réactualiser le PCG. Il a d'ailleurs joué un rôle déterminant dans la mondialisation financière. Les choix de la social-démocratie en France comme ailleurs ont toujours été en faveur du capital, c'est ce qui la définit ! On semble oublier au Secteur Économie et Politique que ceux qui sont restés à « la vieille maison » ont fait le choix d'être les gérants loyaux de la société capitaliste. Pour la social-démocratie le rapport salariat-capital n'est pas un rapport antagoniste !**

L'État en 1981 est resté au service du capital. Les nationalisations ont permis à l'État de restructurer les entreprises pour les redonner au privé. Affirmer comme C Mills que « *la gauche plurielle* « de 1997 n'en a pas tiré les leçons, avec un étatsisme plus austère qu'en 1981 » est une plaisanterie. C'est bien le gouvernement Jospin qui a privatisé 11 entreprises !! La droite n'a pas fait mieux ! Il s'agit d'un choix de classe. Ou l'on affronte le capital, ou on s'attaque au salariat ! Le choix est binaire, il correspond à l'antagonisme entre le salariat et le capital.

Le pouvoir le vrai c'est avant tout le pouvoir d'État c'est à dire la direction de l'appareil politique administratif répressif idéologique auquel s'ajoute l'appareil économique et financier caractéristique de l'État capitaliste qui encadre le pays et permet de le gouverner. Le pouvoir d'État est le moyen décisif d'établir et de maintenir un ordre social déterminé.

Prétendre changer la société sans s'occuper du pouvoir d'État, sans voir et dire ouvertement qu'il faut le changer pour être capable de changer tout le reste et sans dire clairement comment et par quoi on veut le remplacer, c'est s'interdire tout changement réel et perpétuer le capitalisme.

Le texte esquive ces questions en cherchant des ilots de solutions qui ne touchent pas à l'essentiel.

Pour Évelyne Ternant, de la mise en place de conférences permanentes locales et régionales qui auraient en charge de faire des propositions de planifications économiques arbitrées par une instance nationale émergerait une nouvelle politique économique et sociale de dépassement du capitalisme, Pour C Mills les conférences locales, régionales, nationales, européennes ou mondiales conçues pour ..l'emploi, la formation, et la transformation écologique doivent devenir des ..institutions qui permettraient de dépasser l'État en permettant aux citoyens la prise de pouvoir sur la production et leurs moyens d'existence !!

C Mills écrit « *Nous rejetons aussi un socialisme subordonné à la conquête du pouvoir d'État, dont l'apparente radicalité, autoriserait en attendant de gérer les affaires du capitalisme* ».

La radicalité consisterait en ce qui suit :

*« Les modalités de la prise du pouvoir par les producteurs librement associés comprennent 1) appropriation sociale du local au mondial des moyens de production et de financement, de la gestion des entreprises une transformation des buts pouvoirs décisions et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité économique sociale et écologique s'appuyant sur des formes de propriétés et de pouvoir nouvelles 2 ) Le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi et de formation, garantissant une continuité de revenus et de droits et de formation.... 3) un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux, domaines, impliquerait des pouvoirs d'intervention direct, décentralisés des acteurs sociaux, citoyens de tous les travailleurs »*

Les producteurs librement associés ne sont pas définis. L'appropriation des moyens de production et de financement va du local ....au mondial ! Les nouvelles formes de propriétés ne sont pas définies ! Ni au niveau mondial, effectivement c'est plutôt compliqué , ni au niveau local ! On reste dans des généralités lénifiantes. Quant à la sécurité d'emploi et de formation, à laquelle pas grand monde dans le Parti ne comprend grand-chose, elle dépasserait le marché du travail et transformerait la nature du salariat. La démocratie ondoierait la société à tous les étages.

Les conférences sociales remplaceraient la lutte des classes. C'est K Marx revisité par Petit ours brun ! Comme si la bourgeoisie allait laisser se dessaisir de son appareil de domination sur la société qu'est l'État. C'est consternant !

### **3- L'État serait impuissant face au capitalisme financier globalisé !**

C'est une capitulation en rase campagne ! Si l'État est impuissant, où est la solution ? Pas dans le contrôle des mouvements de capitaux puisqu'il y a la monnaie supranationale : l'euro. La solution mais bien sûr, elle est en Europe avec la BCE et son nouveau crédit et dans le monde avec ... la monnaie mondiale ! Autant lever les bras au ciel et demander qu'il pleuve !

Rudolf Hilferding tout comme Karl Kautsky se réclamaient du marxisme, cela n'en faisait pas des révolutionnaires pour autant.

Le secteur Ecopo fonctionne sur lui-même comme un club, ses propositions ne sont nullement opérationnelles, n'étant pas confrontées à la réalité, le Parti n'ayant aucune activité dans le monde travail.

Si tout ne se réduit pas à l'État central, évacuer la question de la prise de l'État, cela a un nom : le réformisme.

Gilles Mercier

Section de Fontenay aux Roses